

# Après avoir inauguré une mosquée à Cergy, Valls assiste à une béatification à Troyes !

Le vendredi 6 juillet 2012, nous avons tous vu, entendu ou lu [le discours du Ministre de l'intérieur](#) chargé des cultes lors de l'inauguration, au nom de la France républicaine et laïque, d'un édifice religieux privé, la nouvelle mosquée de Cergy. C'était un cours magistral d'allégeance de la République laïque à la religion musulmane, religion d'amour, de tolérance et de paix. Notre ministre, ministre d'un État laïque, n'a pas à se prêter à ce type de jeu. Pour les islamistes de service, ce fut une grande joie et un moment magnifique de voir notre République laïque humiliée, à genoux devant l'islam.

M. Valls devrait apprendre ce qu'est véritablement une mosquée avant de laisser la République se prosterner devant elle. Même s'il n'a cessé de prononcer dans son allocution le mot « laïcité », ce mot sonnait creux dans sa bouche et était démenti par son geste.

En effet, depuis la naissance de l'islam, [la mosquée](#) est le lieu le plus éminent de la société musulmane. Il doit se trouver au centre géographique du village ou de la cité. Mahomet, chef religieux et chef de guerre, établit sa première mosquée comme sa résidence et le siège de son quartier général. C'est à la mosquée que les décisions politiques sont prises. Les savants religieux de l'islam attribuent à la mosquée, en dehors de sa fonction de lieu prière, un usage militaire, économique, social, éducatif etc. ...

La mosquée a toujours eu un rôle politique, le concept de la séparation du spirituel et du temporel n'existant pas dans

l'islam. Les sermons du vendredi à la mosquée servent toujours à l'endoctrinement religieux et à l'orientation politique des fidèles (1). Cela va à l'encontre du désir de la République qui veut voir l'islam s'intégrer. Mais l'islam n'en a cure car il a opté pour une autre nation, au sens politique : la *oumma* et pour une autre gouvernance, le califat. On le voit déjà actuellement dans les révolutions tunisienne, égyptienne, syrienne ... La mosquée, enfin, signe la possession du sol. C'est de la mosquée que les successeurs de Mahomet nommaient les délégations et les messagers et décidaient de partager le butin des razzias et des guerres et en l'absence de mosquée, le premier geste du vainqueur était d'en construire une en signe d'appropriation du sol. Une terre où la mosquée est construite est ainsi un symbole de la victoire de l'islam. Ce qui signifie qu'en 2011, en France, quand on compte 2.400 mosquées, on compte par là-même 2.400 victoires de l'islam ... En France, 200 nouvelles mosquées sont en construction ou en instance d'inauguration en 2012. Notre ministre vient donc d'applaudir à une nouvelle victoire de l'islam.

Dans son allocution, M. Valls vous cite fièrement l'architecte Jean Nouvel qui considère que l'architecture est une « pétrification d'un moment de culture ». Est-ce à dire que la culture islamique est maintenant la nôtre ? A-t-il conscience qu'il sert une idéologie pétrifiée du 7<sup>e</sup> siècle qu'il glorifie au nom de notre République ?

M. Valls dit aussi : « Toute attaque contre une religion, contre un de ses fidèles ou un de ses lieux de culte est une attaque délibérée contre la République et ses valeurs ». M. Valls a-t-il bien mesuré ses paroles ? M. Valls gomme, par cette phrase, la liberté d'expression chère aux Français et en même temps justifie un objectif cher à l'islam : une loi qui criminalise le blasphème. Nous pensons qu'il est du devoir de chaque citoyen de dénoncer toutes les dérives y compris celles des religions et particulièrement de la religion musulmane. Quant aux attaques, au sens physique du terme, contre les

fidèles et les lieux de culte, elles ne font pas partie de notre culture républicaine, respectueuse de l'état de droit.

M. Valls veut être un homme de dialogue. Certes, dialoguer est vertueux, mais dialoguer avec l'islam n'a jamais abouti. L'islam prend mais ne donne rien. Quels sont les résultats d'années de dialogue entre les politiques et l'islam, entre les églises et l'islam ? Ce ne sont que voyages, banquets, blabla permanent. Les patriotes français et les laïques arabes voient clairement que l'islam sunnite s'est wahhabisé à grands pas grâce aux milliards de dollars injectés dans le monde par l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe, que leurs imams prennent possession des mosquées, de concert avec les Frères Musulmans, que l'islam « modéré » n'est qu'un écran de fumée et qu'il est impossible de dialoguer avec ces fondamentalistes fascisants.

Afin de ne pas prêter le flanc aux critiques, notre ministre chargé des cultes va jouer à l'équilibriste : il est attendu, le samedi 22 septembre à Troyes dans l'Aube, par une cohorte réunissant le cardinal Amato, préfet pour les causes des Saints et représentant du Pape, le nonce apostolique en France et douze évêques pour participer à la cérémonie de béatification du père Brisson, un ardent défenseur, dit-on, du catholicisme social. Cette cérémonie est un acte purement religieux. Que vient faire la République dans cette solennelle béatification d'un prêtre aubois, d'ailleurs très contesté, qualifié par un document de la Libre Pensée publié à Troyes de « misogynne, obscurantiste, antisémite, intégriste, dogmatique et tout simplement extrémiste » et qui juge le père Brisson « indigne de tout éloge de la République » (2) ?

Notre ministre semble avoir été piégé. On ne joue pas sur deux cordes sensibles sans risque de trébucher. La question est : un ministre chargé des cultes dans un État laïque où Église et État sont séparés, doit-il inaugurer des lieux de cultes privés, participer à des offices strictement religieux ou à des célébrations communautaristes ? Que diantre va-t-il faire

dans cette galère ?

**Bernard DICK**

(1) Deux exemples : 1. les manifestations suivent souvent les prêches du vendredi. 2. Le récent appel de 700 mosquées à voter pour François Hollande

(2) *L'est-éclair*, Troyes (10) 20/09/2012